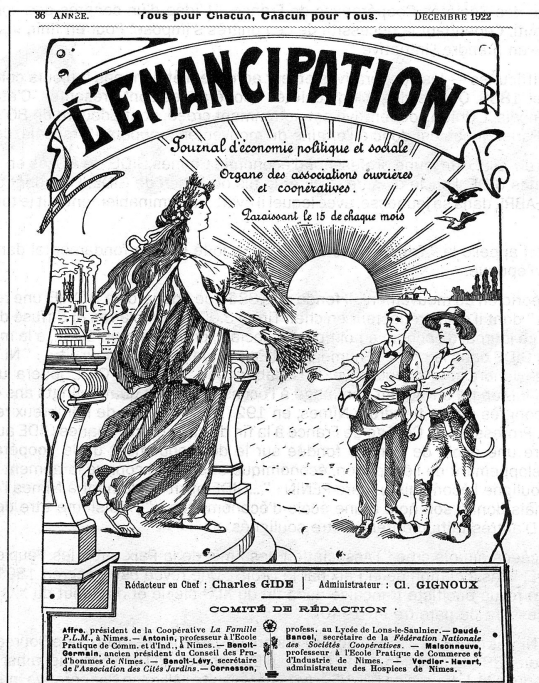


ANNEE INTERNATIONALE DES COOPERATIVES

DIVERS



L'Ecole de Nîmes

Pendant cinq ans, de 1883 à 1887, Nîmes fut le centre de plusieurs initiatives tout à fait nouvelles et remarquables qui eurent d'importantes répercussions sur le plan national et international, au point que la ville donna son nom — fait rare — à une école de pensée : l'Ecole de Nîmes. Qui le sait et qui connaît cette histoire ? Peu de Français et peu de Nîmois sans doute, moins probablement qu'à l'étranger ou dans des institutions internationales, où l'Ecole de Nîmes est souvent mieux connue.

Faisons donc un peu d'histoire, ce qui ne saurait nuire, le passé comportant souvent d'utiles enseignements et la mémoire collective étant à la base de la citoyenneté.

Après la guerre de 1870, Auguste FABRE né à Uzès en 1838, quitte sa ville natale et son métier de filateur, pour s'installer à Nîmes comme artisan, ouvrant un petit atelier de mécanicien. Là, il fonde avec quelques ouvriers ce qu'à Nîmes on nommait à l'époque une "chambrée", une réunion de camarades qui, le soir, discutaient des événements sociaux. Ce cercle de réflexion, cette société d'éducation, prit le nom de "solidarité". Auguste FABRE pouvait y développer ses idées sociales, passionné qu'il était par les questions sociales, en France comme à l'étranger, en particulier en Amérique du Nord.

Très vite, en 1883, une coopérative de consommation est créée, se greffant sur le cercle de réflexion dont elle adopte le nom. Cette coopérative comptait une trentaine d'ouvriers et vendait pour 10 F de marchandise par semaine. Presque immédiatement est créée une autre coopérative — une boulangerie — qui prend le nom de La Renaissance.

Toujours en 1883, une société d'économie populaire, ou coopérative de consommation, "L'Abeille Nîmoise", est créée par Edouard de BOYVE. Né en 1840 à Amiens, Edouard de BOYVE est venu s'installer à Nîmes à la suite de son mariage avec une nîmoise. Né d'une mère anglaise, il s'intéresse tout particulièrement au mouvement social en Angleterre. Il est en relations avec Vansihart NEALE, le secrétaire de la grande union coopérative anglaise. Passionné par les questions sociales, il éprouve l'envie d'introduire la coopération à Nîmes. Il crée donc, entre autres, une coopérative.

L'ECOLE DE NÎMES

Nîmes est la seule ville de France ayant donné son nom à un courant de pensée économique : la pensée coopérative. L'histoire de l'Ecole de Nîmes est en grande partie l'histoire de la coopération française et de la coopération internationale.

Il est nécessaire de rappeler le passé car le souvenir de l'Ecole de Nîmes et de son rôle se sont effacés dans l'esprit de beaucoup, à commencer par celle des Nîmois. En outre l'évocation historique est toujours l'occasion de réflexions sur notre société et son avenir. Comme l'a écrit Henri Desroches : « Pour avoir de l'imagination il faut avoir de la mémoire ».

1. L'ENVIRONNEMENT DE L'ECOLE DE NIMES.

1.1. LA VILLE DE NIMES AU XIXème SIECLE.

Selon Charles Gide, théoricien de l'Ecole de Nîmes : « Voici une ville absolument indifférente à toute espèce de préoccupations sociales et dans laquelle un beau jour, entre 1883 et 1887, on assiste à une explosion d'institutions sociales... Une ou deux graines apportées par le hasard des vents, sont tombées dans cette vieille ville et ont eu la chance d'y germer... Elles n'y ont guère pris racine et se sont envolées à nouveau pour aller ensemençer plus loin. ».

D'une façon plus générale la situation de la ville est la suivante.

Dans la première moitié du XIXème siècle, Nîmes est à l'articulation de la région séricicole au nord-ouest et de la région viticole à l'est et au sud. C'est une grande ville manufacturière où les activités artisanales liées à l'agriculture se sont fortement développées. En 1845, les premiers tronçons de voie ferrée en France arrivent à Nîmes. C'est alors un centre régional de transit qui dispose d'une armature bancaire locale aux mains des Nîmois.

Avec l'épizootie du ver à soie qui fait chuter la sériciculture, avec des gels catastrophiques et le phylloxéra qui font chuter l'agriculture, en particulier la vigne et l'olivier, l'armature bancaire locale est ruinée et remplacée par une armature nationale.

Nîmes se trouve alors en grande difficulté, économique et sociale au milieu du XIXe siècle. La pauvreté et la misère s'installent. Pour relancer des activités dans la ville et aussi pour se prémunir contre d'éventuelles révoltes populaires, la municipalité de l'époque consent d'importantes concessions à l'armée (argent don de terrains, bail emphytéotique pour 1800 ha, valable jusqu'en 1974...) Deux régiments s'installent

alors. Si la présence de l'armée a diminué, elle reste toujours présente aujourd'hui notamment sur les terrains donnés ou prêtés par la municipalité, en particulier sur les 1800 ha dont le bail s'est terminé en 1974 et qui est toujours occupé en 2010, sans aucun texte.

À Nîmes, une forte minorité protestante existe qui compte pour 50 % chez les artisans, les petits patrons, les commerçants, les employés de commerce. Un noyau de cette minorité est engagé dans une recherche théologique, institutionnelle et sociale. C'est dans ce milieu que va naître l'Ecole de Nîmes. Il s'agira d'aller au-delà des œuvres d'assistance, des bonnes œuvres, pour lutter contre la misère qui se développe.

1.2. LE MOUVEMENT COOPERATIF EN EUROPE.

Nîmes et l'Ecole de Nîmes vont se retrouver dans un mouvement social plus vaste, en France et en Europe.

C'est en milieu rural que les premières formes de coopératives apparaissent. La communauté pour la production et la vente de fourches de bois de micocoulier est créée à Sauve en 1661. Cette première institution à caractère coopératif prospère jusqu'en 1791 date à laquelle la loi le Chapelier, interdisant les coalitions ouvrières, s'applique. À Sauve, des fourches sont toujours produites aujourd'hui. Les fruitières du Jura comptent également parmi les premières formes coopératives. La collecte et la transformation collective des produits laitiers sont mises en place. Les fruitières existent toujours aujourd'hui.

Les véritables tentatives de développement au XIXe siècle correspondent à des réactions à la révolution industrielle et aux abus du capitalisme. On a dit que les coopératives sont les filles de la misère. Elles sont toujours d'initiative populaire. Tout au long du XIXe siècle, les évolutions de la vie coopérative en France sont très contrastées. Elles se développent avec la révolution de 1848 et la commune de 1870 et elles sont suivies de répressions féroces. Napoléon III tente une timide ouverture. En 1884 est votée la loi sur les syndicats et en 1900 la loi sur les associations. Quelques dates constituent autant de points de repères d'initiatives coopératives. En 1828, est créée une première coopérative de consommation à Guebwiller, dans le Haut-Rhin.

En 1834, quatre ouvriers parisiens fondent une coopérative de production appelée « L'association chrétienne des bijoutiers en doré ».

De 1835 à 1838, Lyon connaît une forte activité coopérative, notamment avec les canuts.

En 1840, à Rochdale, dans les faubourgs de Manchester, apparaissent les Pionniers dits de Rochdale.

En 1864, une première coopérative de crédit mutuel est créée par Raiffaïsen, à Heddensdorf en Rhénanie. Ce sera le début des fameuses caisses Raiffaïsen.

En 1882, une coopérative laitière est créée par des paysans danois à Hjørring.

Par le rôle très important qu'elle a joué, il est nécessaire de souligner le rôle de la Société des Equitables Pionniers de Rochdale, créée en 1840. Elle s'est inspirée des travaux de Robert Owen, un socialiste chrétien.

En 1800, 28 tisserands pauvres, mal nourris, mal vêtus, mal logés, couverts de dettes demandent une augmentation à leurs patrons qui leur est refusée sous prétexte que les autres patrons ne l'accordent pas. Ces tisserands décident alors de créer leur association. La première cotisation en est de quatre sous par homme et par mois et elle est difficile à acquitter. Les fonds néanmoins collectés permettent l'ouverture d'un modeste magasin coopératif.

40 ans plus tard, en 1880, la société coopérative compte : 10 500 adhérents, a un chiffre d'affaires de 1,2 million de livres sterling, a construit 200 000 maisons, et a crée des fabriques de biens essentiels (biscuits, chocolat, concerts, bougies, savon...). Cette société va être la référence pour le mouvement coopératif dans le monde. En 1862, un Anglais Holyoake fait paraître en France l'histoire des Pionniers de Rochdale qui va avoir une forte influence. Les principes fondamentaux qui guident encore aujourd'hui les coopératives sont énoncés par les 26 équitables pionniers : liberté de s'inscrire sans distinction, égalité (un homme égale une voix), abolition du profit et distribution, après les réserves, du trop-perçu aux adhérents, indisponibilité d'une partie des réserves).

Au XIXe siècle, un mouvement en faveur des coopératives se développe grâce aux ouvriers et à des personnalités philanthropiques ou socialistes. De 1880 à 1893, en France, il se crée 20 coopératifs par an.

À Nîmes, des personnalités vont s'emparer de l'idée et de l'idéal coopératif.

2. LA NAISSANCE DE L'ECOLE DE NIMES.

L'Ecole de Nîmes est associé, à ses débuts, au nom de deux personnes : Auguste FABRE et Édouard de BOYVE.

2.1. Auguste FABRE.

Il est né à Uzès le 5 février 1839. C'est le fils d'un pasteur protestant fouriériste. C'est un bourgeois, chef d'entreprise ; il a une petite filature de soie. Il est considéré comme un bourgeois peu bourgeois et comme un protestant détaché du protestantisme. C'est un libre-penseur, excentrique, qui lit Fourier.

Après la guerre de 1870, il quitte Uzès et passe deux ans dans les économats du Familistère de Guise, qui est un semi phalanstère d'inspiration fouriériste, créé par Jean-Baptiste André Godin l'inventeur des appareils de chauffage en fonte. Godin a subi l'influence des pionniers de Rochdale.

Auguste Fabre se fixe à Nîmes en 1870 où il ouvre un petit atelier artisanal de mécanique agricole. Il a 33 ans et a un aspect assez négligé.

Quatre ans après son arrivée, en 1876, il crée une « chambrée » où une quinzaine de personnes, bourgeois et ouvriers mêlés, discutent des questions sociales. On y évoque des coopérateurs alsaciens et lyonnais qui sont des précurseurs et dont les magasins avaient été arbitrairement fermés. La chambrée s'inspire de Fourier. Elle prend le nom de « La solidarité ». C'est une société d'éducation.

En 1878 Auguste FABRE crée une petite société coopérative de consommation appelée également « La solidarité ». Elle compte une trentaine d'adhérents et ne vend que pour 10 F par semaine. Dans la foulée est créé également une boulangerie coopérative « La Renaissance ».

En 1884, Auguste FABRE crée une bourse du travail, la deuxième en France, après Paris.

En 1885, Auguste FABRE crée la première école professionnelle en France. Installée rue de la Calade, elle deviendra le lycée Dhuoda. Pour Auguste FABRE, réflexion et pratique sont intimement liées.

2.2. Edouard de BOYVE.

Né à Amiens en 1840, d'une famille protestante dont les ancêtres avaient émigré en Suisse et qui étaient retournés en France avec la révolution, à Lyon, Édouard de BOYVE, dont la mère était anglaise, passe sa jeunesse dans l'Eure et Paris. C'est un socialiste chrétien passionné des questions sociales. Il a des allures de gentleman anglais.

Il épouse une « demoiselle de la haute société nîmoise », une Colomb de Daunant. La famille nîmoise insiste et Édouard de BOYVE s'installe à Nîmes, suivant ainsi sa femme.

Bien que rentier, il n'est pas intéressé par l'argent. Il s'occupe d'œuvres religieuses, de l'hôpital, de l'assistance aux pauvres, de caisses d'épargne. Il est intéressé par tout ce qui se passe en Angleterre et rencontre le secrétaire de l'union coopérative anglaise : Vansittart NEALE. En 1883 il crée une épicerie coopérative « L'Abeille nîmoise ».

En 1884, il crée une société d'économie populaire avec l'aide d'un maçon nîmois du nom de Besson.

2.3. La rencontre Auguste FABRE Édouard de BOYVE.

Édouard de Boyve rencontre Auguste Fabre et lui propose d'unir sa société d'économie populaire et la chambrée « La solidarité ».

En 1884, l'union se fait sous le titre de la Société d'Economie Populaire. Elle rassemble des hommes de bonne volonté qui discutent des questions sociales, sans distinction de condition, de profession, d'opinions politiques, religieuses ou philosophiques. La société s'installe rue Émile jamais, dans un local assez triste et délabré, qui sera doté plus tard d'une belle salle de conférence donnant sur une cour.

Charles Gide l'évoque ainsi : «... Dans un coin de la salle se trouvait un fourneau sur lequel est déposée une cafetière pleine de café ; chacun au moment où il en avait envie s'en servait une tasse. On buvait tout en causant et en discutant ».

Il y avait parfois des séances de marionnettes dans un but pédagogique. Auguste FABRE et Édouard de BOYVE s'y retrouvaient régulièrement.

La coopérative de consommation « La solidarité » fusionne avec « L'Abeille nîmoise » et garde ce dernier nom. Édouard de BOYVE en sera administrateur et trésorier pendant 30 ans.

La bourse du travail, créé en 1884, propose d'accueillir la Société d'Education Populaire. Ce sera le début de la première université populaire en France. Elle existe toujours à Nîmes mais le bâtiment d'origine a été détruit par la municipalité actuelle.

A noter l'extraordinaire activité des deux hommes et leur rôle essentiel pour ce qui suit.

3. LE PREMIER CONGRES NATIONAL DES COOPERATIVES FRANCAISES ET LE PREMIER CONGRES DE L'ALLIANCE COOPERATIVE INTERNATIONALE.

3.1/ Le premier congrès national des coopératives françaises.

À l'initiative des trois coopératives nîmoises et de Auguste FABRE et Édouard de BOYVE, la décision est prise d'inviter les autres coopératives françaises (quelques centaines éparpillées) à se rencontrer. Malgré les difficultés, l'initiative est couronnée de succès.

Le 27 juillet 1885, rue de Rivoli, à Paris, 85 coopératives tiennent congrès. C'est le premier congrès des sociétés coopératives de consommation en France (en 1869, le premier congrès anglais ne comptait que 30 coopératives). Sont présents des représentants des coopératives anglaises : Vansittart NEALE et HOLYOAKE. Le siège est fixé à Paris. C'est le début du mouvement coopératif français, parti de Nîmes.

3.2 le premier congrès de l'Alliance Coopérative Internationale.

En 1885 Edouard de BOYVE propose au congrès des sociétés, à Plymouth, et fait voter par acclamation, la première fédération internationale des coopératives où sont représentés 17 pays. Elle deviendra l'Alliance Coopérative Internationale. Elle traduit la volonté d'établir dans chaque pays des liens entre les différents types de coopératives ainsi que les liens entre les coopératives de différents pays. La coopération a vocation à s'internationaliser.

4. CHARLES GIDE ET L'ECOLE DE NÎMES.

4.1. Charles GIDE.

Né à Uzès le 29 juin 1847, il est le fils de Tancrede Gide, président du tribunal civil d'Uzès et de Clémence Granier. Son grand-père (Théophile Gide) avait été notaire royal à Uzès sous Louis XVI et avait dû fuir au moment de la Révolution.

Le frère de Charles Gide - Paul - à 15 ans de plus que lui. C'est un professeur renommé de droit romain à la faculté de droit, à Paris. Uni à Mlle Rondeau de Cambray, ils mettent au monde un enfant : André Gide. Charles Gide est donc l'oncle d'André Gide.

La jeunesse de Charles Gide se déroule dans une ambiance très austère. Au collège communal d'Uzès il apprend : le français, le latin, le grec, des rudiments d'histoire et des traces de géographie. Ni les mathématiques ni les langues ne sont enseignées. L'enseignement est essentiellement mnémotechnique. Il se déroule dans une grande violence entre élèves et professeurs.

Charles Gide a Auguste Fabre comme compagnon. Ils font ensemble des tours de ville.

Charles Gide passe le bac de lettres puis va à Paris où il suit les cours de la faculté de droit. Il défend sa thèse de droit en 1870 (le droit d'association en matière religieuse). Il est agrégé de droit en 1874.

Son frère Paul l'oriente vers l'économie politique, généralement considérée comme ennuyeuse.

En 1874, Charles Gide est nommé professeur adjoint à l'université de Bordeaux et en 1879 professeur titulaire.

Fin août 1878, il épouse Anna in Thurn, une Suisse dont le père avait fait fortune dans la plantation et la vente de cépages de vigne américains permettant de lutter contre le phylloxéra. Il possède une propriété viticole à Bellegarde dans le Gard.

De 1880 1897 Charles Gide est professeur à l'université de Montpellier.

Il a rompu avec l'économie politique classique, libérale, et publie en 1884 un traité d'économie populaire qui deviendra célèbre avec 26 rééditions et plus d'une quinzaine de traductions. Il devient ainsi célèbre et s'attire de nombreux ennemis, y compris dans sa famille.

Issu d'une vieille famille protestante nîmoise, Albert Donnadiou de Vabres à l'idée de réunir chez lui, pour la première fois, Charles Gide et Édouard de Boyve.

4.2. LA TRINITÉ NÎMOISE. AUGUSTE FABRE, ÉDOUARD DE BOYVE, CHARLES GIDE.

La Société d'Education Populaire invite Charles Gide pour une conférence. Elle a lieu et a pour thème : « les prophéties de Fourier ». Le succès est retentissant (... L'association amènera l'union.).

Après le premier congrès des coopératives, Charles Gide fait une offre de services à Édouard de Boyve. Il est reçu à bras ouverts et va devenir le porte-parole célèbre et le théoricien du mouvement coopératif.

Avec Édouard de Boyve (qui souhaite une évolution pas une révolution - chacun pour tous, tous pour chacun - l'éducation doit être privilégiée) et Auguste Fabre (changer les milieux sociaux et s'inspirer du socialiste), Charles Gide, économiste antilibéral, va apporter une vision économique cohérente à la coopération.

Charles Gide souhaite que Nîmes devienne la Rochdale française. L'action des pionniers de Rochdale va inspirer les Nîmois. Charles Gide a d'ailleurs accompagné Édouard de Boyve à Manchester.

Charles Gide développe et promeut une économie politique nouvelle fondée sur la coopération (« ...pour s'émanciper, la classe ouvrière doit conquérir la propriété de ses instruments de production et, par eux, le fruit de leur travail. Le travail associé doit remplacer le travail salarié »). Il n'est pas besoin de révolution violente. Les coopératives pourront créer des bénéfices et du capital au service des ouvriers. Les exemples en Europe en témoignent. Sans ignorer les coopératives de production, l'accent est mis sur les coopératives de consommation.

En 1886, suite à une décision du premier congrès, Édouard de Boyve crée et prend la direction du journal mensuel "L'émancipation », qui tire à 3000 exemplaires et qui sera imprimée par l'imprimerie coopérative « La laborieuse », en 1887. Charles Gide écrira toute sa vie dans l'Emancipation. Le titre de son premier article était « N révolté, ni satisfait ». À noter que les articles de Charles Gide ont été regroupés et publiés à L'harmattan.

En 1880, Charles Gide est chargé du discours d'ouverture du deuxième congrès des coopératives françaises dans le grand théâtre de Lyon. Il y prône la suppression du profit et lie le mouvement coopératif et le socialisme. La coopération c'est le juste prix (enlever les majorations inutiles : publicité, rente, dividendes). La concurrence libérale est une fausse piste.

« Je vous ai montré un but immédiat et présent : l'éducation de la classe ouvrière et un but plus éloigné : l'émancipation de la classe ouvrière par la transformation du salariat ».

Il est ovationné par le congrès et c'est le tollé dans les milieux de l'économie libérale et chez les économistes, en tête de ces derniers Leroy Beaulieu, enseignant au collège de France.

En 1887, c'est la création de l'imprimerie coopérative « La laborieuse » à Nîmes.

En 1887, toujours, Charles Gide crée la Revue d'Economie Politique, dans laquelle il développe sa pensée : « Modifier pacifiquement mais radicalement, non pas par la violence et la coercition arbitraire, le régime économique, son système, sa fonction, son mécanisme établi depuis le début du XIXe siècle, mais en faisant passer la possession des instruments de production et avec elle la suprématie économique des producteurs qui les détiennent actuellement, aux mains des consommateurs. Lorsque la coopération deviendra la règle de vie économique, la production et la consommation ne serviront plus le profit individuel. Il ne s'agit donc rien moins que d'un régime économique nouveau destiné à succéder au régime capitaliste. On peut donc bien y voir une révolution ».

En avril 1887, sept lycéens du lycée Daudet, de la classe de philosophie, dont Henri Babut, Charles Tourelle, Jacques Dumas, Auguste Laune, appartenant à la bourgeoisie protestante, créent « L'association des jeunes amis de la paix ». Elle devient, avec l'appui de Charles Gide : « L'association de la paix par le droit ». Elle fusionnera en 1889 avec l'Union Internationale pour la Paix, fondée par Frédéric Passy qui a alors 65 ans et qui est appuyé par Victor Hugo. Frédéric Passy recevra en 1901, avec Henri Dunant, créateur de la Croix-Rouge, le premier prix Nobel de la paix. L'association publie la première revue pacifiste de France qui ne cessera qu'au moment de la deuxième guerre mondiale.

En 1889, au congrès qui se tient à Paris, Charles Gide propose trois étapes pour le mouvement coopératif et insiste pour que se mette en place un programme commun aux coopératives ayant pour objet la défense des consommateurs.

Les trois étapes sont :

Le regroupement entre elles des sociétés coopératives et la fondation de magasins de gros.

La production directe de ce qui est nécessaire aux besoins des sociétaires (boulangerie, menuiserie, vêtements, chaussures, biscuits, papier...).

La production directe dans le domaine agricole.

Charles Gide est boycotté par les économistes libéraux. L'un d'entre eux, Ernest Brelay, un industriel et directeur du journal l'Economiste français, baptise, par ironie, l'Ecole de Nîmes. Charles Gide s'approprie le nom et le fait légitimer dans le monde.

À Montpellier, des commerçants effrayés, de la classe des protestants libéraux, demandent à un avocat parisien de venir sur place combattre en public la coopération.

4.3. LES RELATIONS COOPERATION - SOCIALISME.

La rupture entre l'Ecole de Nîmes et l'économie politique libérale aurait dû rapprocher la coopération et le socialisme mais ce n'est pas le cas. Les relations sont froides puis tendues. La coopération française se scinde en 2 :

- La tendance autonome : l'Ecole de Nîmes.

- La tendance politique : les socialistes qui veulent subordonner la coopération au parti ouvrier.

La rupture est réelle en 1895, avec la création de la Fédération Coopérative Socialiste à côté de l'Union Coopérative. Pour l'Ecole de Nîmes, se prononcent : Benoît Malon (autodidacte, ancien berger, auteur d'une histoire du socialisme), Jean Jaurès, Albert Thomas, premier directeur du BIT en 1920).

Les efforts de Charles Gide et d'autres réussissent à réconcilier les deux organismes lors du congrès de Tours à Noël 1912. L'unification est réalisée. Est créée la Fédération Nationale des Sociétés Françaises de Consommation qui devient ensuite la Fédération Nationale des Sociétés Coopératives de Consommation qui compte alors 1000 sociétés. Les communistes, eux, sont contre les coopératives de consommation, contre l'évolution et pour la Révolution.

5. LE MOUVEMENT COOPÉRATIF AU XX^{ème} SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XXI^{ème} SIÈCLE.

5.1. LA TRINITÉ NÎMOISE ET L'ECOLE DE NÎMES.,

Auguste Fabre publie, en 1896, dans le cadre de la revue L'émancipation : « Un socialiste pratique : Robert OWEN ». Auguste Fabre disparaît du mouvement coopératif pour se tourner vers le spiritisme. Il décède en 1922, à 83 ans.

Édouard de Boyve continue son action au sein du mouvement tant à Nîmes qu'ailleurs en France et en Europe. Il disparaît trois ans plus tard que son ami Auguste Fabre, en 1925, à 85 ans.

Charles Gide quitte Montpellier en 1898 pour Paris où il poursuit une brillante carrière universitaire. Il termine au collège de France (1921 - 1932) dans une chaire consacrée à la coopération et financée par les coopératives françaises.

Pendant tout le premier tiers du XX^e siècle, Charles Gide est un propagandiste assidu du mouvement coopératif en France et dans le monde (Europe, URSS, Moyen-Orient, Japon). Il œuvre dans le cadre de l'Alliance Coopérative Internationale, basée à Genève.

Il n'oublie pas Nîmes où il possède le domaine de Bellegarde, géré par sa femme, et écrit dans la revue L'émancipation. Il organise, en 1927, à Nîmes, un congrès international des coopératives où une soixantaine de délégations étrangères sont présentes.

Il disparaît à Paris le 12 mars 1932, âgé de 85 ans. Il est enterré, à sa demande, au cimetière protestant de Nîmes.

Au début du XX^e siècle, l'Ecole de Nîmes n'est plus vraiment dans Nîmes. Elle a pris son essor dans le monde entier mais son souvenir s'efface de la mémoire des Nîmois.

Charles Gide avait pourtant noté : «... une ville qui devrait être aujourd'hui la Rome du mouvement coopératif en France ».

5.2. L'ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE. (ACI)

Fondée en 1885, elle est aujourd'hui la voix du mouvement coopératif auprès de l'ONU (où elle est reconnue comme O.N.G. avec voix consultative de première catégorie, au sein du Conseil Economique et Social) et de l'Organisation Internationale du Travail, en particulier. L'ACI émet à ce titre une déclaration sur

l'identité coopérative, formulée pour la dernière fois en 1995 à Manchester, à l'occasion des 100 ans des pionniers de Rochdale.

Cette déclaration a donné lieu à la recommandation n°193 du 3 juin 2002 de l'Organisation Internationale du Travail sur la promotion des coopératives. Elle invite les organisations patronales, syndicales et les Etats à s'impliquer, dans leur champ de compétence, pour encourager la structuration coopérative

L'Organisation Internationale du Travail est une organisation tripartite créée en 1920 dans le cadre du traité de Versailles. Elle est intégrée à l'ONU depuis 1946.

Le premier directeur du Bureau International du Travail - Albert Thomas - est né en 1878 dans une famille de boulangers. Il accède à Normale Supérieure et il est reçu premier à l'agrégation d'histoire. Il étudie les questions sociales et le syndicalisme et il est responsable de la rubrique syndicale dans la revue l'Humanité, à la demande de Jean Jaurès. De 1906 à 1928, il dirige la Revue Socialiste, après la fusion avec la revue syndicale et coopérative. Il est député en 1910, puis ministre. Il propose des lois sur l'utilisation de la main-d'œuvre féminine et le règlement des différends du travail. Il est nommé directeur du Bureau International du Travail de 1920 1932 jusqu'à sa mort, la même année que celle de Charles Gide.

Les sept principes coopératifs (1995)

- Adhésion volontaire et ouverte à tous. Pas de discrimination par le sexe, l'origine sociale et ethnique, l'allégeance politique ou religieuse.
- Le pouvoir démocratique est exercé par les membres. Un membre égale une voix.
- Participation économique des membres au capital et au contrôle de l'affectation des résultats qui vont au développement de la coopérative, aux réserves non partageables et au transfert de parts.
- Autonomie et indépendance.
- Éducation, formation information.
- Coopération entre coopératives au sein de structures locales, régionales, nationales et internationales.
- Engagements envers la communauté.

L'Alliance Coopérative Internationale siège à Genève et possède des bureaux régionaux dans le monde entier. Elle regroupe 230 fédérations nationales, 100 pays, 760 millions de personnes.

Son nouveau directeur général a été nommé le 12 juillet 2010. Charles Gould est un Américain issu du monde coopératif. Il a pour charge de préparer l'Alliance Coopérative Internationale à « l'Année Internationale des Coopératives » organisée par l'ONU, en 2012 (résolution du 18 décembre 2009, adoptée par consensus).

5.3. LES COOPÉRATIVES DANS LE MONDE ET EN EUROPE.

Les coopératives existent dans tous les pays. Selon l'ONU, la moitié de la population mondiale dépend significativement des entreprises coopératives qui comptent 100 millions d'emplois (20 % de plus que l'emploi des multinationales).

Quatre types de coopératives peuvent être distingués :

Les coopératives des usagers de services (consommation, habitat, assurances sociales).

Les coopératives de production (industrie, agriculture, services).

Les coopératives d'entrepreneurs individuels (agriculteurs, pêcheurs, artisans, professions libérales).

Les coopératives d'épargne et de crédit et d'assurance.

Dans la région Europe de l'Alliance Coopérative Internationale (37 pays européens), on compte 123 millions de coopérateurs, 160 000 coopératives, 5,4 millions d'emplois.

L'Italie compte 41 552 coopératives, l'Espagne 24 276 coopérative (avec le plus grand groupe coopératif du monde, le complexe de Mondragon qui compte 92 000 salariés et 1,7 € milliard de chiffre d'affaires). En Allemagne les caisses Raiffaisen et Migros en Suisse, jouent un rôle important.

La France compte 21 000 coopératives dont 2000 SCOP, 23 millions de membres, un million de salariés dont 40 000 dans les SCOP, 3,5 % de la population active, 106 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Les coopératives sont présentes dans les services, l'industrie, l'agriculture, le logement, les banques, la consommation...

Il existe plusieurs formes d'organisation coopérative (exemple CGSCOP).

Les SCOP sociétés coopératives de production.

Les SCIC sociétés coopératives d'intérêt collectif, à forme privée mais d'intérêt public.

Les CAE coopératives d'activités et d'emplois, pour les créateurs d'entreprise.

En Languedoc-Roussillon on compte 90 SCOP avec 1000 salariés. Les autres coopératives, notamment les coopératives agricoles, jouent un rôle très important. À Montpellier fonctionne l'Union Régionale des SCOP et des SCIC.

En région Provence Alpes Côte d'Azur existe le Collège coopératif Provence Alpes Méditerranée.

A Nîmes, plusieurs SCOP et SCIC existent.

5.4. L'ÉCONOMIE SOCIALE.

Lors de l'exposition universelle à Paris en 1900, Charles Gide a la responsabilité du pôle de l'économie sociale, un terme forgé par lui qui est devenu plus récemment l'Economie sociale et solidaire, qui regroupe les coopératives, les mutuelles, les associations gestionnaires et les fondations. L'économie sociale et solidaire compte plus de 2 millions d'emplois.

Au niveau régional existe une Chambre Régionale d'Economie Sociale.

6. ET NÎMES AUJOURD'HUI ?

Charles Gide et Édouard de Boyve n'ont chacun qu'une petite rue au sud de la voie ferrée. Quant à Auguste Fabre il n'en a aucune.

En février 1982, un colloque national sur l'avenir du secteur coopératif s'est tenu à Nîmes, organisée par le PSU.

En mai 1982, la commémoration du 50e anniversaire de la mort de Charles Gide a donné lieu à plusieurs manifestations : le 4 mai à Aix-en-Provence, le 5 mai à Uzès et à Nîmes, le 6 mai à Bellegarde, le 7 mai à Montpellier. Du 4 au 27 mai, à Nîmes,

une exposition Charles Gide et la coopération s'est tenue à la bibliothèque municipale.

En novembre 1990, un article consacré à Charles Gide et l'Ecole de Nîmes paraît dans le bulletin de l'Union des Comités de Quartier : « Quartier libre ».

Du 19 au 20 novembre 1993, un colloque national « Charles Gide et l'Ecole de Nîmes, une ouverture du passé vers l'avenir », est organisé par la Société d'histoire du protestantisme de Nîmes et du Gard, la Société d'histoire moderne et contemporaine, l'Académie de Nîmes, le Collège coopératif Alpes Provence Méditerranée.

Un buste de Charles Gide est installé à l'université Vauban qui aurait dû s'appeler l'université Charles Gide.

En 2001, est créé l'association Ecole de Nîmes et Charles Gide, qui a participé à la publication des œuvres de Charles Gide.

Cette association a pour but de promouvoir l'éducation et l'enseignement de l'Ecole de Nîmes ainsi que de promouvoir un centre universitaire européen d'enseignement et de recherche en économie sociale.

CONCLUSION.

Le mouvement coopératif est désormais une réalité incontournable et joue un rôle très important dans le monde entier. Il est malheureusement souvent occulté par les politiques et les médias.

La pensée de Charles Gide et de l'Ecole de Nîmes conserve son actualité par rapport au grand questionnement du moment que sont la précarité, l'emploi, le rôle du patronat, de nouvelles voies économiques. La situation a évidemment changée mais les questions fondamentales restent d'actualité (solidarité, travail décent...).

« Le communisme s'est effondré, le libéralisme a échoué. Pour de nombreux peuples, l'économie coopérative peut-être une solution d'avenir efficace et respectueuse des individus ».

Charles Gide, qui était volontiers ironique et qui se présentait comme un méridional pessimiste (« il y en a » ajoutait-il) a écrit :

«... si la nécessité s'imposait de choisir entre Moscou et Chicago nous nous résignerions sans doute à accepter Chicago, mais pas de bon cœur... Si le monde n'a d'autre perspective que l'universalisme de la civilisation américaine, je n'envie pas la postérité ».

Ne peut-on faire de Nîmes, en 2012, dans le cadre de l'année internationale des coopératives de l'ONU, un haut lieu revisité du mouvement coopératif ? Des acteurs à Nîmes, dans la région, en France et à l'étranger y seraient certainement prêts.

« La véritable marque de vitalité, ce n'est pas de durer, c'est de renaître », affirmait Charles Gide.

À nous de renaître.

Jean-Claude WOILLET

Expert consultant du Bureau International du Travail (BIT), médaillé de la Confédération Générale des SCOP, enseignant au collège coopératif Provence Alpes Côte d'Azur. Géographe.